

Pour une refondation nationale réussie : l'urgence d'une feuille de route concertée et inclusive

À chaque tournant de son histoire récente, Madagascar semble revivre une scène déjà connue : un régime s'effondre, l'armée occupe l'espace laissé vacant, des promesses de refondation sont formulées, puis les mêmes mécanismes qui ont conduit à la crise se remettent lentement en place. Cette répétition n'est pas une fatalité. Elle résulte d'un choix, ou plutôt d'un non-choix : celui de laisser les transitions se dérouler dans la précipitation, l'opacité ou entre les mains d'un petit cercle d'acteurs, sans véritable méthode ni inclusion.

Aujourd'hui, alors que le pays traverse une transition politico-institutionnelle majeure, il nous faut reconnaître que nous sommes à un moment charnière. L'avenir dépend moins de la rapidité avec laquelle nous organiserons des élections que de la manière dont nous concevrons ce passage délicat entre l'effondrement d'un ordre ancien et l'émergence d'institutions capables de restaurer la confiance nationale. La question fondamentale n'est pas "quand revoter ?" mais "sur quelles bases voulons-nous reconstruire le pays ?".

Les enjeux d'une transition réfléchie et bien planifiée

Une transition bien planifiée est essentielle, d'abord parce qu'elle seule peut éviter de reproduire les erreurs du passé. Madagascar a souvent tenté de recoller les morceaux institutionnels sans s'attaquer aux causes profondes des crises : la personnalisation du pouvoir, la faiblesse des contre-pouvoirs, l'absence de reddition de comptes, l'incapacité de l'État à incarner l'intérêt général. À chaque fois, on a improvisé des arrangements au lieu de bâtir un système. Cette fois, il faut comprendre que l'urgence n'est pas dans la vitesse, mais dans la cohérence. La refondation doit être méthodique, documentée, et suffisamment solide pour résister aux ambitions personnelles ou aux prétentions partisans.

Elle est également indispensable pour reconstruire un État capable de répondre aux attentes du pays. Une nouvelle Constitution, ou au minimum une révision profonde, apparaît incontournable. Il n'est plus possible de gouverner le pays avec un texte conçu pour des équilibres politiques d'un autre temps. La Constitution actuelle reflète avant tout les compromis d'élites soucieuses de préserver leurs marges de manœuvre. Elle ne porte ni l'aspiration démocratique de la jeunesse, ni la quête d'État de droit d'une population lassée des dérives récurrentes. Une transition responsable doit permettre d'ouvrir ce chantier avec sérieux, transparence et expertise.

Un troisième enjeu justifie une transition approfondie : celui des futures élections. La tentation est grande de vouloir rapidement "normaliser" la situation par un retour aux urnes. Mais organiser des élections sans institutions robustes, sans règles clarifiées, sans arbitrage indépendant et sans système de contrôle renforcé n'aurait qu'un effet : préparer la prochaine crise. Une transition bien conçue n'est pas un obstacle à la démocratie ; elle en est la condition. Encore faut-il que ce processus soit réellement inclusif...

Repenser les acteurs de la transition

Madagascar souffre depuis longtemps d'une exclusion politique structurelle, qui crée un fossé entre ceux qui décident et ceux qui subissent. Les Assises annoncées par les autorités de transition ne peuvent pas être pilotées par un seul groupe, fût-il prestigieux ou historiquement légitime. Le FFKM, dont le rôle a été central en 1991, 2002 et 2009, ne peut plus prétendre incarner seul la diversité du pays. La société malgache a profondément changé : une nouvelle génération s'est éveillée politiquement, les syndicats ont retrouvé un rôle, les collectifs citoyens – à travers la société civile – se sont structurés, la diaspora s'est mobilisée comme jamais auparavant. Toute refondation qui se limite aux acteurs traditionnels est vouée à l'échec.

La Génération Z, précisément, a donné un signal clair. Son communiqué du 15 novembre résume un sentiment largement partagé : les Assises nationales ne peuvent pas être "confiées" à une institution unique ou à des élites qui n'ont pas su prévenir la crise. Leur message est limpide : elles doivent être co-organisées avec toutes les forces sociales, intégrant les jeunes, les organisations de base, les

universitaires, les syndicats et la diaspora. Non pas comme figurants, mais comme acteurs à part entière. Ce n'est pas une revendication identitaire, mais une exigence démocratique.

Autour de cette question se joue en réalité un choc des légitimités. Le FFKM possède une autorité morale indiscutable ; l'armée détient une légitimité d'exception liée au vide politique qu'elle a comblé ; les jeunes et les forces citoyennes disposent de la légitimité populaire née de la mobilisation qui a renversé le régime précédent. Ce choc n'est pas dangereux en soi ; il le devient si l'une de ces légitimités tente de s'imposer aux dépens des autres. Une transition réussie doit les articuler dans un équilibre délicat, et non consacrer la domination d'un camp sur les autres.

Déraciner le messianisme politique

Mais l'obstacle le plus profond à surmonter est peut-être celui du messianisme politique. À chaque transition, Madagascar cherche un sauveur. À chaque fois, une figure nouvelle est hissée sur un piédestal : un "Messie" qui incarnerait la solution. Ce réflexe est compréhensible dans un pays fatigué par les crises, mais il est politiquement dangereux. Il déresponsabilise la société, personnalise le pouvoir, nourrit des attentes impossibles à satisfaire et ouvre toujours la voie à de nouvelles désillusions. Aujourd'hui, certains cherchent déjà à projeter cette figure sur le colonel en tête de la transition. C'est précisément ce qu'il faut éviter. Aucune transition durable ne peut reposer sur un individu, quel qu'il soit ; elle doit reposer sur des institutions, sur des règles, sur des garde-fous, et surtout sur la capacité collective à définir notre avenir.

Madagascar n'a pas besoin d'un sauveur. Madagascar a besoin d'un pont. Un pont solide, réfléchi, co-construit, capable de nous mener vers un pays où les élections sont crédibles, où les institutions tiennent, où les citoyens participent et où le pouvoir change sans crise. Ce pont devra être bâti avec méthode : un document cadre clair, un comité pluraliste, une délibération nationale transparente, une restitution publique, un engagement politique vérifiable. Il devra aussi être conçu dans l'esprit de la démocratie délibérative, qui n'est pas étrangère à la culture politique malgache : discuter, négocier, confronter les visions, et surtout décider collectivement.

La transition qui s'ouvre est une chance historique. Elle peut refermer un cycle de trente ans d'instabilité, ou nous replonger dans nos errements. Elle peut donner naissance à une nouvelle République, ou simplement réparer l'ancienne en surface. La différence se fera dans la méthode, dans l'inclusion, dans la rupture avec le messianisme et dans notre capacité à exiger un processus construit, réfléchi et digne de la maturité politique que les Malgaches ont démontrée ces derniers mois.

Nous voulons un meilleur Madagascar. La transition n'est pas la destination : elle est le chemin. Mais ce chemin doit être solide, sinon le pays retombera, encore une fois, dans les mêmes failles. Aujourd'hui, nous avons enfin l'occasion de bâtir ce pont. Ne la laissons pas passer.

Dr Ketakandriana Rafitoson
Citoyenne engagée